



■ **HANDBALL**
Battu par Limoges, le C'Chartres MHB finit l'année sur une défaite.
PAGE 24



■ **BASKET**
Chartres reçoit Besançon dans un championnat où les play-offs sont supprimés.
PAGE 25



■ **CHARTRES**
Le projet de nouvelle taxe fait déjà débat avant le conseil d'Agglo.
PAGE 8

lechorepublicain.fr

CentreFrance

L'ÉCHO

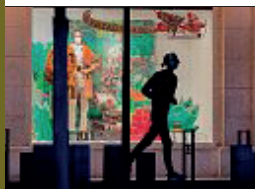
RÉPUBLICAIN

N° 23788 - MERCREDI 16 DECEMBRE 2020 - 1,10€

Où sont passés les bravos ?

■ **EURE-ET-LOIR**

Les soignants sont toujours au front pour lutter contre l'épidémie de Covid-19. Mais les manifestations de solidarité affichées au printemps se sont atténuées.



■ **FRANCE**

Une semaine d'autoconfinement est recommandée pour limiter le risque de contamination à Noël.

PHOTOS : PASCAL BOURSIER ET RICHARD BRUNEL
PAGES 2-3 ET 30



■ **PROPOS D'UN JOUR**

Tendance. « Un piéton est un monsieur qui va chercher sa voiture », souriait Frédéric Dard. C'est moins vrai aujourd'hui, à lire le baromètre annuel publié hier par l'Observatoire Cetelem. Dans les quinze pays étudiés dont la France, ils ne sont plus que 55 % (sur 10.000 sondés) à ne pas se voir vivre sans elle contre 80 % trois ans plus tôt. La fracture est « plus géographique que générationnelle ». Pollution, trafic cacochyme et piétonisation : on est plus enclin à y renoncer dans les métropoles de plus d'un million d'habitants. Mais le nombre toujours croissant de SUV (sport utility vehicle) semble faire pencher la balance de l'autre côté...



De nouveaux engagements contre les violences

EURE-ET-LOIR. Le comité d'aide aux victimes fait le point sur un an de combat contre les violences conjugales. Malgré le confinement, il y a des avancées concrètes sur le sujet. L'heure est au bilan et, surtout, aux nouveaux engagements.
PAGE 5

ER 7775 1-10
Echo Rep
ISSN 0762-2010
16/12/20

LE FAIT
DU JOUR

Les témoignages de solidarité avec le personnel sont moins fréquents

LE FAIT
DU JOUR

Soignants : leur vie sans les bravos...

Société

Les infirmières, aides-soignantes, médecins ou encore brancardiers d'Eure-et-Loir sont toujours au front pour lutter contre l'épidémie de Covid-19. Mais les manifestations de solidarité affichées par la population au printemps, lors de la première vague, se sont atténuées. Plus d'applaudissements aux fenêtres ou de grandes chaînes de soutien. Pas de quoi perturber les soignants pour qui l'essentiel est ailleurs : vaincre la maladie.

Pascal Boursier
pascal.boursier@centrefrance.com

« **O**n a beaucoup aimé les applaudissements et tous les gestes de solidarité du premier confinement. Mais, aujourd'hui, si les gens veulent continuer à nous soutenir, c'est en portant leur masque et en respectant les gestes barrières qu'ils nous aideront le mieux... », sourient d'un air entendu Hugo Toutain, 26 ans, médecin interne, Émilie Copin, 40 ans, aide-soignante, et Ismahane Ramdani, 23 ans, infirmière.

Tous les trois salariés parmi les 2.000 que compte l'hôpital de Dreux, Hugo, Émilie et Ismahane exercent au "sixième étage", au sein du service de médecine polyvalente. Un service dédié encore aujourd'hui, en partie, à l'accueil des malades du Covid.

Masques et blouses

En ce jeudi 10 décembre, le temps d'une courte pause, ils racontent leur première guerre contre le coronavirus. Un récit comme un voyage au cœur de la nuit. Une page d'histoire qui restera à jamais dans leur mémoire.

« Rien n'est réglé. Mais la pres-

sion est quand même moins forte », raconte Émilie.

Elle se souvient, bien sûr, des applaudissements venant des petits pavillons situés en face de l'hôpital. Et de l'énorme élan de solidarité du printemps : « Des dames nous fabriquaient des masques. Des blouses aussi avec de beaux tissus en couleur pour nous protéger du virus. Et puis, il y avait toutes ces livraisons de pâtisseries, de plats cuisinés, les gestes amicaux des policiers... », raconte Émilie, avant d'ajouter : « C'était hyper-gentil. Comme mes collègues, on allait au travail avec la peur au ventre. Je pensais constamment à mon fils : il fallait tenir bon et ne pas attraper ce fichu virus... »

« Après une journée atroce, voir les gens applaudir »

Interne aux urgences à l'hôpital de Nogent-le-Rotrou lors du premier confinement, le docteur Toutain a, lui aussi, passé son baptême du feu. Les applaudissements des habitants à leurs fenêtres ou dans leur jardin ? « Là où est situé l'hôpital, on ne les entendait pas. Mais mes chefs me disaient toujours, après une journée atroce, de regarder le journal télévisé du soir

où l'on voyait les gens applaudir depuis les balcons des immeubles. C'est vrai que ça faisait du bien au moral ! » Du bien aussi à Ismahane, encore étudiante à l'école d'infirmières de Dreux, lorsqu'elle a été réquisitionnée, comme ses camarades de promotion, à l'hôpital de Dreux.

Les oubliés

En cette deuxième vague épidémique, le silence a remplacé les élan spontanés de solidarité. « C'est normal. Les gens ne peuvent pas passer leur vie à applaudir... Beaucoup ont repris le travail. Ils en ont surtout assez du Covid-19. Comme nous, ils aimeraient tellement que l'on sorte de tout ça », expliquent les soignants.

Alors qu'ils redoutent une troisième vague après les fêtes, Hugo, Ismahane et Émilie contemplent les dessins d'enfants qui continuent à arriver par La Poste au service communication de l'hôpital. De nombreux dessins qui représentent des ambulances de pompiers : « Les pompiers ont été les grands oubliés du mouvement de solidarité. Et pourtant, ce sont eux qui vont chercher les malades. Ils sont en première ligne, comme les dames qui font le ménage dans les services », soulignent Émilie et Ismahane, convaincues que cette période figurera dans les livres d'histoire. ■



SOIGNANTS. Hugo Toutain, Émilie Copin et Ismahane Ramdani (de gauche à droite) comprennent pourquoi le silence a remplacé les bravos dans la population.

Sandra Hoibian, chercheuse : « Le lien social face au danger s'est dissipé »

La chercheuse Sandra Hoibian, directrice du pôle Évaluation et société au sein du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), évoque l'érosion des manifestations de soutien au personnel soignant.

Les initiatives comme les applaudissements aux fenêtres à 20 heures correspondant à une situation spécifique et peu fréquente, selon l'experte :

« Lors du premier confinement, au-delà de la sidération, il y a aussi eu finalement un moment de vie commune, où quasiment tout le monde était logé à la même enseigne. C'est assez rare, dans nos sociétés, que les différences s'estompent. Il y a eu un sentiment d'inégalité moins fort, les personnes isolées avant la crise sanitaire se sont senties dans le même cas que tout le



CONSTAT. Les Français manifestent moins d'enthousiasme à applaudir les soignants dans la crise du Covid-19. PHOTO D'ARCHIVES

monde. Tout cela a créé une forme de cohésion sociale, de lien symbolique pour lutter ensemble contre la menace. Il y a eu un sursaut comme on l'avait vu à l'occasion des attentats terroristes de 2015. Mais à la fin de cette période, le lien social fort face au danger s'est dissipé. »

Difficultés économiques

En effet, pour Sandra Hoibian, la population s'est recentrée sur d'autres considérations, au fil des semaines : « Depuis la fin du premier confinement, les périodes se succèdent avec des règles sanitaires qui évoluent et qui sont différenciées selon les publics. Des doutes ont aussi émergé dans l'opinion. L'unité s'est fissurée. La différenciation des modes de vie depuis la fin du premier confinement limite le lien social.

Les mesures de distanciation ont aussi un effet sur le lien social. Cela fait presque un an que les gens sont éloignés et, finalement, le lien social s'est rétréci. La famille est souvent considérée comme essentielle. On ne peut pas attendre des gens qu'ils soient pénétrés de la gravité de la crise ou qu'ils se comportent en bons citoyens et attendent, dans le même temps, que la cohésion sociale soit très forte sur le long terme. »

Sandra Hoibian évoque également l'aspect économique dans ce phénomène : « A tout cela s'ajoutent les soucis économiques. Toute une partie de la population, qui était déjà en difficulté financière avant la crise, a été fragilisée. Il est compliqué de s'occuper des autres lorsqu'il n'y a pas de perspectives et qu'on recherche un emploi. » ■

Simon Dechet

Un soutien toujours présent à Châteaudun

Le Comité pour l'amélioration du service public de santé du Grand Châteaudun continue « plus que jamais d'être derrière les personnels hospitaliers et des Ehpad ».

Deux cents personnes étaient venues soutenir les soignants, le 16 juin, devant les grilles de l'hôpital de Châteaudun. Le Comité pour l'amélioration du service public de santé du Grand Châteaudun faisait partie des organisateurs de ce rassemblement.

Le ministre de la Santé interpellé

« On parle moins des revendications des soignants et chacun est dans son quotidien par rapport au premier confinement qui était total, a souligné, vendredi, son responsable, Pascal Delorme. Les soignants ne sont plus applaudis à 20 heures mais nous sommes conscients que beaucoup sont épuisés et en grande souffrance. Mais face à cette catastrophe sanitaire, nous n'avons pas changé de ligne. Nous continuons à les remercier pour leur dévouement et leur courage.



RESPONSABLE. Pascal Delorme.

Ils ont obtenu un petit peu à l'issue du Ségur de la santé. Nous les soutenons toujours pour qu'ils soient en nombre pour répondre aux besoins et qu'ils travaillent dans de meilleures conditions. »

Pascal Delorme a envoyé un courrier à Olivier Véran, ministre de la Santé, le 20 octobre, pour lui montrer « la dégradation de notre hôpital de proximité qui nous choque » et pour qu'il donne à l'établissement dunois « les moyens de rayonner ». « Il est très sollicité avec l'épidémie de Covid-19 mais j'attends une réponse. Le maire de Châteaudun, Fabien Verdier, ne m'a pas répondu non plus, contrairement au député (Union des centres) Philippe Vigier, qui a pris contact avec l'Agence régionale de santé (ARS), et au sénateur (DVD) Daniel Guéret, qui a constaté la vétusté de l'établissement et va en parler avec sa collègue Chantal Deseyne. Nous rencontrons aussi, en janvier, la directrice de l'hôpital, Anne Constantin. » ■

Frédéric Levant
frederic.levant@centrefrance.com

QUESTIONS À

DOCTEUR PATRICK PETIT
Président du Conseil de l'Ordre des médecins du Centre-Val de Loire et radiologue à Chartres

Quel regard portez-vous sur la différence affichée, dans le soutien aux soignants, entre le premier et le deuxième confinement ?

Il y a plusieurs explications, je pense. Lors du premier confinement, il y a eu un effet de surprise avec un réel débordement des hôpitaux, notamment dans certaines régions. À l'époque, on était dans la découverte au jour le jour de cette épidémie. Devant cette détresse des services d'urgence et de réanimation, il y a eu un effet de solidarité de la population qui se sentait concernée, car il y a eu un effet de transfert dans ces moments-là. Il y a aussi heureusement une certaine empathie.

Qu'est-ce qui a changé ces derniers mois ?

Pour ce deuxième confinement, il y a eu une espèce de banalisation de la situation, voire même un sentiment de résignation. Un autre phénomène, c'est la gestion médiatique des crises qui fait qu'on zappe vite les choses. Il faut dire, aussi, que le deuxième pic a tout de même été beaucoup mieux géré. Il faut rappeler que le confinement a montré son efficacité, même si cela entraîne des conséquences difficiles.

Observez-vous d'autres phénomènes ?

Je pense qu'il existe également d'autres causes, plus marginales ou inconscientes. Certains ont peut-être vu une responsabilité indirecte du système de soins dans ses capacités d'accueil. Je pense aussi à une problématique, sans lui donner trop d'importance, liée aux polémiques de remise en cause de la probité et de la fiabilité du monde médical. Cela a pu développer une certaine défiance en notre système de soins. Les voix dissidentes sont traitées médiatiquement avec la même crédibilité que d'autres, alors qu'elles correspondent à des courants très marginaux. Cela légitimise des positions très marginales dans le milieu médical. Mais dans tous les cas, il ne faut pas boudier ce qui a été un réconfort pour mes confrères et collègues soignants lors du premier confinement.

Propos recueillis par Simon Dechet